



Notifié le

Notification reçue le

Publié le 05 JUIN 2018

Certifié exécutoire, le Maire

P/te Maire par délégation



MC TESTA

Partie réservée au visa  
de la Sous-Préfecture

Service : Voirie

### **POLICE DE LA CIRCULATION**

Avenue Pierre de Coubertin

Stationnement interdit - Stationnement autorisé pour les véhicules de l'entreprise ETE RESEAUX

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 411-1 et R. 417-9 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU la demande de ETE RESEAUX, en date du 30 Mai 2018, qui souhaite effectuer des travaux de pose d'une armoire FTTH, en occupant temporairement le domaine public, Avenue Pierre de Coubertin

**CONSIDERANT** qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : A compter du 18 Juin 2018 et jusqu'au 29 Juin 2018,**

Au droit du n°2 Avenue Pierre de Coubertin sur le terre plein central :

- le stationnement sera interdit 10 mètres de part et d'autre de l'emprise du chantier et uniquement autorisé pour les véhicules de l'entreprise ETE RESEAUX et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux.

**ARTICLE 2** : Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

**ARTICLE 3** : Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par le requérant 3 jours avant le début des travaux.

**ARTICLE 4** : Le stationnement des véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté est déclaré gênant au titre de l'article R. 417-10 du Code de la Route.

**ARTICLE 5** : Les services de la police sont habilités à procéder à l'enlèvement de tout véhicule en infraction aux dispositions du présent arrêté.

**ARTICLE 6** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 7** : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 8** : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

05 JUN 2018



Robert MENARD  
Pour le Maire par délégation  
l'Adjointe Déléguée

Odette DORIER  
Adjointe chargée de la Voirie, des Transports,  
du Stationnement et de la Signalétique



Notifié le

Notification reçue le

Publié le 05 JUIN 2018

Certifié exécutoire, le Maire

Partie réservée au visa  
de la Sous-Préfecture

P/le Maire par délégation



MC TESTA

Service : Voirie

**POLICE DE LA CIRCULATION**

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Autorisation de Voirie : 03403218T0108

Accordée à : Sarl des Ets André VIDAL

Pour occupation du domaine public : Avenue du président Wilson - Boulevard de la Liberté

Nature des travaux : ravalement de façade

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 325-1 et suivants, L. 411-1, R. 130-10, R.325-1 et suivants, R.411-1 et suivants et R.417-10 ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU la délibération n° 15 du Conseil Municipal du 19 décembre 2017 prenant acte du débat sur la politique tarifaire 2018,

VU la demande de Sarl des Ets André VIDAL, en date du 27 Mai 2018, qui sollicite l'autorisation d'installer un échafaudage (Long. : 15m, Larg. : 1m, Haut. : 16,5m), en occupant temporairement le domaine public, au 83 Avenue du président Wilson à l'angle du Boulevard de la Liberté,

**CONSIDERANT** qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Sous réserve des droits des tiers, Sarl des Ets André VIDAL, (SIRET n° 383 359 742 000 38) est autorisée à procéder à l'installation d'un échafaudage 83 Avenue du président Wilson à l'angle du Boulevard de la Liberté.

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux conditions spéciales énoncées aux articles ci-après.

**ARTICLE 3** : La voie publique pourra être occupée suivant les dimensions déclarées, sans faire obstacle au libre écoulement des eaux, et seulement au droit de l'immeuble objet des travaux aux conditions suivantes :

- Signalisation diurne et nocturne (éclairage) réglementaire du chantier à la charge du demandeur. Les rubans de signalisation ne doivent pas être utilisés seuls pour délimiter le chantier mais uniquement pour renforcer sa visibilité
- Assurer la sécurité et la circulation permanente des usagers du domaine public, sauf arrêté de circulation spécifique, ainsi que le libre accès aux immeubles, mobiliers urbains, équipements de sécurité. Les zones piétonnes seront accessibles aux personnes à mobilité réduite.

**ARTICLE 4** : La présente autorisation devra être affichée sur le terrain par les soins du demandeur pendant toute la durée du chantier.

**ARTICLE 5** : Les travaux pourront être entrepris **à compter du 14 Juin 2018 et devront être terminés le 05 Juillet 2018**. Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée.

**ARTICLE 6** : Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais, après avis donné 8 jours à l'avance à la Mairie, la voie publique et ses dépendances dans leur premier état. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de récolement dont mention sera portée le moment venu sur le présent arrêté. Pendant la durée du chantier, les abords seront protégés des salissures et périodiquement nettoyés.

**ARTICLE 7** : Le redevable bénéficiaire est tenu d'acquitter le droit de voirie qui lui sera adressé Zac Mercoret 210 rue Joseph Marie Jacquard - 34500 BEZIERS par les services de la Trésorerie Municipale. Soit 121.50 € (cent vingt et un euros et cinquante centimes), correspondant au tarif de 2.70 € par semaine et par m<sup>2</sup>, pour une surface de 15.00 m<sup>2</sup> pendant 3 semaines, conformément au catalogue des tarifs établi par la Ville.

**ARTICLE 8** : Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

**ARTICLE 9** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 10** : La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des conditions précitées des dispositions de l'arrêté municipal susvisé ou par toute autre raison d'intérêt général.

Les sanctions administratives seront exécutées sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient s'appliquer.

**ARTICLE 11** : La présente autorisation ne vaut pas autorisation de construire et ne dispense pas de procéder aux formalités relatives au droit de l'urbanisme. Dans ce cas, l'occupation du domaine public ne pourra être que postérieure à l'autorisation d'urbanisme.

**ARTICLE 12** : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 13** : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

05 JUN 2018



Robert MENARD  
Pour le Maire par délégation  
l'Adjointe Déléguée

Odetta ORSI  
Adjointe chargée de la Voirie, des transports,  
du Stationnement et de la Signalétique



Notifié le

Notification reçue le

Publié le

05 JUIN 2018

Certifié exécutoire, le Maire

M/le Maire par délégation



MC TESTA

Partie réservée au visa  
de la Sous-Préfecture

Service : Voirie

**POLICE DE LA CIRCULATION**

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Autorisation de Voirie : DP 034 032 18T 0117

Accordée à : RAVALTEC

Pour occupation du domaine public : rue Nicolas Copernic - rue Isaac Newton

Nature des travaux : ravalement de façade

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 325-1 et suivants, L. 411-1, R. 130-10, R.325-1 et suivants, R.411-1 et suivants et R.417-10 ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU la délibération n° 15 du Conseil Municipal du 19 décembre 2017 prenant acte du débat sur la politique tarifaire 2018,

VU la demande de la société RAVALTEC, en date du 30 Mai 2018, qui sollicite l'autorisation d'installer un échafaudage (Long. : 29m, Larg. : 1m, Haut. : de 12m à 16,50m), en occupant temporairement le domaine public, rue Nicolas Copernic - rue Isaac Newton,

**CONSIDERANT** qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Sous réserve des droits des tiers, la société RAVALTEC, (SIRET n° 334 685 757 000 34) est autorisée à procéder à l'installation d'un échafaudage en 5 travées rue Nicolas Copernic 1 travée (Long. : 7,50m, Larg. : 1m, Haut. : 15m) et 1 travée (Long. : 4m, Larg. : 1m, Haut. : 12m) et rue Isaac Newton 1 travée (Long. : 5,10m, Larg. : 1m, Haut. : 15m), 1 travée (Long. : 6,80m, Larg. : 1m, Haut. : 15,50m) et 1 travée (Long. : 5,600m, Larg. : 1m, Haut. : 16,50m)

**ARTICLE 2 :** La présente autorisation est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux conditions spéciales énoncées aux articles ci-après.

**ARTICLE 3 :** La voie publique pourra être occupée suivant les dimensions déclarées, sans faire obstacle au libre écoulement des eaux, et seulement au droit de l'immeuble objet des travaux aux conditions suivantes :

- Signalisation diurne et nocturne (éclairage) réglementaire du chantier à la charge du demandeur. Les rubans de signalisation ne doivent pas être utilisés seuls pour délimiter le chantier mais uniquement pour renforcer sa visibilité
- Assurer la sécurité et la circulation permanente des usagers du domaine public, sauf arrêté de circulation spécifique, ainsi que le libre accès aux immeubles, mobiliers urbains, équipements de sécurité. Les zones piétonnes seront accessibles aux personnes à mobilité réduite.

**ARTICLE 4 :** La présente autorisation devra être affichée sur le terrain par les soins du demandeur pendant toute la durée du chantier.

**ARTICLE 5 :** Les travaux pourront être entrepris **à compter du 18 Juin 2018 et devront être terminés le 20 Juillet 2018**. Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée.

**ARTICLE 6 :** Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais, après avis donné 8 jours à l'avance à la Mairie, la voie publique et ses dépendances dans leur premier état. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de récolement dont mention sera portée le moment venu sur le présent arrêté. Pendant la durée du chantier, les abords seront protégés des salissures et périodiquement nettoyés.

**ARTICLE 7 :** Le redevable bénéficiaire est tenu d'acquitter le droit de voirie qui lui sera adressé 23, avenue Joseph Lazare - 34500 BEZIERS par les services de la Trésorerie Municipale. Soit 391.50 € (trois cent quatre vingt onze euros et cinquante centimes), correspondant au tarif de 2.70 € par semaine et par m<sup>2</sup>, pour une surface de 29.00 m<sup>2</sup> pendant 5 semaines, conformément au catalogue des tarifs établi par la Ville.

**ARTICLE 8 :** Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

**ARTICLE 9 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 10 :** La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des conditions précitées des dispositions de l'arrêté municipal susvisé ou par toute autre raison d'intérêt général.

Les sanctions administratives seront exécutées sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient s'appliquer.

**ARTICLE 11 :** La présente autorisation ne vaut pas autorisation de construire et ne dispense pas de procéder aux formalités relatives au droit de l'urbanisme. Dans ce cas, l'occupation du domaine public ne pourra être que postérieure à l'autorisation d'urbanisme.

**ARTICLE 12 :** Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.



**ARTICLE 13** : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

05 JUIN 2018



Robert MENARD  
Pour le Maire par délégation  
l'Adjointe Déléguée

*Odette MOREAU*  
Adjointe chargée de la Voirie, des Transports,  
du Stationnement et de la Signalétique

